

# Les Echos

MERCREDI 22 MAI 2024



**Ferroviaire** Comment la Chine pousse ses pions sur la carte de l'Europe // P. 18

**Santé** Le plan de Pascal Soriot pour faire changer AstraZeneca de dimension // P. 21

## French Tech : génération IA

● Portée par de nouveaux entrepreneurs et la vague de l'IA, la French Tech reprend des couleurs avec des licornes comme Mistral et Pigment. ● Après les doutes de 2023, les investisseurs internationaux et les grands groupes industriels sont prêts à accompagner le mouvement.

// PAGES 26-27, NOS INFORMATIONS PAGE 23 ET L'ÉDITORIAL DE DAVID BARROUX PAGE 16

Magill Cohen/Hans Lucas via Reuters et Mu Yu/Xinhua/REA

## Nouvelle-Calédonie : l'offensive surprise de Macron

**POLITIQUE** C'est une surprise. Et un pari à quitte ou double. Après en avoir fait l'annonce le matin même en Conseil des ministres, Emmanuel Macron s'est envolé mardi soir pour la Nouvelle-Calédonie, où il doit arriver jeudi pour la journée et échanger avec les élus du Caillou, avant de faire des annonces tant sur la reconstruction que sur l'explosif dossier politique et notamment la date du Congrès censé se prononcer sur l'élargissement du corps électoral. Il doit installer « une mission », composée de hauts fonctionnaires et non de politiques. Signe d'une volonté d'apaisement, il n'a pas, à ce stade, annoncé de prorogation de l'état d'urgence, mais souligné, après la « priorité donnée à l'ordre », son « attachement à la reprise du dialogue ». // PAGE 2



Ludovic Mariti/AFIP

## Crédit : les Armées fustigent les banques



Mathilde Mazars/AFIP

**BANQUE** Le ministre des Armées a lancé un avertissement aux banques qui refusent de faire crédit aux PME de la défense, en particulier de la dissuasion nucléaire. Auditionné par la commission de la défense de l'Assemblée, Sébastien Lecornu a menacé de recourir au « name and shame » et de révéler le nom des réfractaires. Une déclaration qui intervient après la défiance du secteur financier à laquelle a dû faire face EDF à la suite d'un partenariat en mars avec les Armées. // PAGE 30

Les Echos



DOMINIQUE SEUX  
DANS « L'ÉDITO ÉCO »  
À 7H45  
DU LUNDI AU VENDREDI

M 00104 - 522 - F: 3,60 €



ISSN0153.4831 117<sup>e</sup> ANNÉE  
NUMÉRO 24214 36 PAGES

Antilles-Réunion 4,70 €. Belgique 4,20 €. Espagne 5,10 €. Luxembourg 4,40 €. Maroc 44 DH. Suisse 6,60 FS. Tunisie 9,8 TND.

### analyses

#### L'Europe peut-elle se passer du libre-échange?

Par Christophe Jakubyszyn

L'Europe a-t-elle fait fausse route ? A-t-elle fait preuve de naïveté ? A-t-elle sacrifié sa souveraineté industrielle et technologique ? Doit-elle renouer avec le protectionnisme ? A 18 jours des élections européennes, la rédaction des « Echos » a choisi de faire plancher les têtes de liste de différentes formations politiques sur le libre-échange. Pouvoir d'achat, compétitivité, souveraineté : il faut faire des choix. Manon Aubry, Jordan Bardella, François-Xavier Bellamy, Raphaël Glucksmann, Valérie Hayer et Marion Maréchal se sont prêtés à l'exercice. // PAGES 12-13



#### Souveraineté, le jeu des 7 dépendances

Par Jean-Marc Vittori

#### Sciences Po ou le règne des sophistes

Par Gaspard Koenig

#### Europe, réveille-toi !

Par A. Karklins-Marchay

#### Natalité en baisse, le choc

Par Jean-Hervé Lorenzi  
et Alain Villemeur

// PAGES 10 ET 11

#### La Bundesbank alerte contre une baisse trop rapide des taux de la BCE

**BANQUE CENTRALE** « Nous ne devons pas mettre en péril ce que nous avons accompli » contre l'inflation. Dans une interview aux « Echos » et à trois journaux européens, le président de la Bundesbank appelle à un desserrement prudent de l'étai monétaire pour ne pas fragiliser les résultats obtenus. Joachim Nagel invite aussi l'UE à être vigilante vis-à-vis de la Chine sur les véhicules électriques. Mais il doute que « les droits de douane annoncés par les Etats-Unis soient une solution économiquement saine ». Rappelant son attachement à une Europe démocratique, il prend position contre l'extrême droite. // PAGE 32



1895

BERLUTI

PARIS

# « Réduire les taux trop vite » fragiliserait « ce que nous avons accompli »

- Le président de la Bundesbank tempère les attentes sur des baisses rapides des taux d'intérêt de la BCE.
- « Je ne sais combien il faudra d'années pour que les taux repassent sous les 2,5 % », souligne Joachim Nagel.

Propos recueillis par  
Guillaume Benoit  
et Dominique Seux

## Une baisse des taux de la BCE en juin est-elle acquise ?

Ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Si la dernière évaluation du Conseil des gouverneurs est confirmée par les dernières informations et nos prévisions, il est vraisemblable que nous assistions à la première baisse des taux en juin. Mais même si les taux sont abaissés, cela ne signifie pas que nous procéderons à de nouvelles réductions lors des réunions suivantes. Nous ne sommes pas en pilotage automatique. L'incertitude entourant l'évolution future de l'économie et des prix reste élevée. C'est pourquoi nous prendrons nos décisions au fur et à mesure des réunions. Pour l'instant, je suis satisfait de ce que nous avons accompli avec nos dix hausses de taux d'intérêt et je pense que nous sommes peut-être prêts pour une première baisse de taux.

## L'inflation est-elle en train de se rapprocher durablement de l'objectif de 2 % ?

Il se peut qu'elle reprenne un peu au cours de certains mois, car certains prix ont tendance à fluctuer – les prix de l'énergie en particulier. Dans l'ensemble, je m'attends à ce

**JOACHIM NAGEL**  
Président de la Bundesbank,  
membre du Conseil  
des gouverneurs  
de la BCE

que l'inflation continue de baisser pour se rapprocher de notre objectif de 2 % et l'atteindre en 2025. Mais nous devons rester prudents. Nous ne devons pas réduire les taux trop vite et mettre en péril ce que nous avons accompli.

## Contrairement à la BCE, il est peu probable que la Réserve fédérale réduise ses taux dans un avenir proche. Cela aura-t-il une incidence sur la politique monétaire de la BCE ?

Notre tâche consiste à préserver la stabilité des prix dans la zone euro. L'évolution de l'inflation aux Etats-Unis au cours des deux ou trois dernières années a été différente, car elle a été davantage alimentée par la demande. En Europe, les perturbations de l'offre ont joué un rôle plus important. Nous sommes confrontés à des défis différents et pouvons en tirer des conclusions différentes. Bien entendu, la politique monétaire américaine a des effets d'entraînement. Par exemple, le dollar peut s'apprécier, ce qui renchérit le coût de nombreux pro-

duits de base et des importations en provenance des Etats-Unis et entraîne donc des pressions inflationnistes dans la zone euro. Il y a donc un effet indirect, c'est certain. Nous suivons les données de près. Ce sont les données et nos prévisions qui guident nos évaluations, et non les décisions de la Réserve fédérale.

## L'Europe est confrontée à beaucoup de pressions : transition verte, dépenses de défense, tensions démographiques et démondialisation. Y a-t-il un risque que l'inflation soit structurellement plus élevée que l'objectif de la BCE ?

Certains facteurs pourraient effectivement exercer une pression à la hausse sur l'inflation à long terme. La diversification de nos chaînes d'approvisionnement et l'amélioration de la résilience de nos économies ont un coût : les pressions sur les prix peuvent être un peu plus fortes. Un autre facteur pourrait être le marché du travail. En Allemagne, la population active compte aujourd'hui 47 millions de personnes : malgré des niveaux d'immigration élevés, cette main-d'œuvre commencera bientôt à diminuer en raison du vieillissement de la population. Cette pénurie de travailleurs pourrait exercer une pression à la hausse sur les salaires, les coûts et les prix. Bien entendu, la politique monétaire devra répondre à ces évolutions au niveau de la zone euro. C'est une chose à laquelle nous sommes attentifs.

## Dans combien d'années les taux d'intérêt de la zone euro seront-ils à nouveau inférieurs à 2,5 % ?

La réponse la plus honnête que je puisse donner est la suivante : Je ne sais pas. Il y a trop d'incertitudes.

## Emmanuel Macron a appelé la BCE à avoir un mandat plus large que la simple stabilité des prix. Que pensez-vous d'un tel point de vue ?

Le président Macron est un Européen engagé. J'apprécie sa passion pour l'avenir de l'Europe. Cela dit, vous ne serez pas surpris d'entendre que je me concentre sur notre objectif principal, qui est de maintenir la stabilité des prix. C'est ce que les Européens attendent de nous, et à juste titre selon moi. La stabilité des prix est la meilleure contribution que les banques centrales puissent apporter au bien-être des citoyens. De nombreux facteurs peuvent avoir un effet sur l'inflation, par exemple le changement



Selon Joachim Nagel, « des finances publiques saines sont une condition préalable à la stabilité des prix à long terme ».

Photo Alex Kraus/Bloomberg

raine sont une leçon pour nous en Europe. Elles nous rappellent à quel point les choses peuvent devenir dangereuses si les politiques budgétaires ne sont pas saines. Je crois que tous les pays se rendent compte que la solidité budgétaire est une question importante.

## Avons-nous besoin d'une Union budgétaire ?

C'est aux hommes politiques qu'il incombe de créer une telle Union budgétaire. Et pour l'instant, je ne pense pas que cela se produise. Pour l'instant, nous devrions plutôt nous concentrer sur d'autres choses, comme l'union des marchés de capitaux. Et nous avons besoin de l'union bancaire pour aller de pair avec elle. Je sais que cela risque de ne pas être bien perçu en Allemagne, car cela affecte le système d'assurance des dépôts bien établi dans ce pays. La solution pourrait être un système hybride qui protège les systèmes nationaux avec une deuxième couche au niveau européen. Compléter l'union bancaire de cette manière, en plus d'une union des marchés de capitaux, permettrait de dégager une valeur ajoutée significative. Elle enverrait également un signal très fort montrant que l'Europe progresse.

## Les sondages font état d'une montée du populisme de droite lors des prochaines élections européennes. Cela vous inquiète-t-il ?

Les peuples devraient vraiment aller voter aux élections européennes. La possibilité de voter librement est un privilège que de nombreuses personnes dans le monde n'ont pas ou pour lequel elles se battent. Ce qui me préoccupe, ce sont les tendances antidémocratiques. En ce qui concerne l'Allemagne, permettez-moi de dire qu'il y a des gens qui travaillent contre l'Europe et contre notre conception de la démocratie et d'une société libre. C'est pourquoi, pour la première fois de ma vie, j'ai participé à une manifestation pour la démocratie, ici à Francfort, en janvier. La Bundesbank a également participé à une manifestation publique de soutien à l'Europe le 9 mai, à laquelle j'ai également assisté. Une Europe démocratique est un acquis précieux, pour lequel nous devons nous battre. C'est un sujet qui me tient vraiment à cœur.

Interview réalisée en partenariat avec le « Handelsblatt » (Allemagne), « El Mundo » (Espagne) et le « Corriere della Sera » (Italie).

« Une Europe démocratique est un acquis précieux, pour lequel nous devons nous battre. »

climatique. C'est pourquoi nous le prenons en compte. Mais en ce qui concerne l'action climatique, la BCE n'est pas aux commandes. En fin de compte, l'action climatique dépend de décisions politiques et est clairement une tâche pour les politiciens.

## Le nouveau cadre budgétaire de l'UE est à peine approuvé et certains pays ne semblent pas décidés à mener les réformes nécessaires. Etes-vous préoccupé ?

Des finances publiques saines sont une condition préalable à la stabilité des prix à long terme. Ces trois dernières années, l'importance de la stabilité des prix nous a été rappelée. Les chefs d'Etat se sont mis d'accord sur le nouveau Pacte de stabilité et de croissance. Les États membres et la Commission doivent maintenant l'appliquer pour réduire le poids de la dette. J'espère que cette question figurera en bonne place à l'ordre du jour de la nouvelle Commission après les élections européennes. Selon moi, la situation budgétaire de certains pays doit s'améliorer. La politique budgétaire ne doit pas contribuer

aux pressions sur les prix dans la zone euro. Nous devons éviter une situation où la politique budgétaire rendrait plus difficile la tâche de la BCE de sauvegarder la stabilité des prix. Dans le cas contraire, les taux d'intérêt pourraient devoir être plus élevés qu'en l'absence d'une telle complication. Des niveaux de déficit et d'endettement soutenable devraient être dans l'intérêt de tous les pays.

## Craignez-vous une situation où les déficits et la dette deviendraient incontrôlables ?

Je ne dirais pas que la situation devient incontrôlable actuellement. Mais il ne faut pas oublier d'où nous venons. La crise financière et la crise de la dette souve-

# « Les droits de douane annoncés par les Etats-Unis ne sont pas une solution économiquement saine »

## La Commission envisage d'imposer de nouveaux droits de douane sur les véhicules électriques chinois. Quel est votre avis ?

Il est évident que les règles du jeu doivent être équitables lorsqu'il s'agit du commerce entre l'Union européenne et la Chine. Mais je ne suis pas sûr que les droits de douane annoncés par les Etats-Unis la semaine dernière soient une solution économiquement saine. Les droits de douane sur les produits étrangers ont tendance à rendre les importations plus chères, ce qui fait augmenter les prix à l'intérieur du pays et nuit aux consommateurs. En outre, la Chine ne manquerait pas de réfléchir à des moyens de riposte.

La Chine est un partenaire commercial très important pour l'UE, et l'UE est importante pour la Chine. Les règles et les négociations sont une alternative à l'escalade des tarifs douaniers. Nous sommes en concurrence avec les Etats-Unis et la Chine, et nous devons accélérer le rythme.

## Pensez-vous que l'Europe est en train de perdre la bataille de la compétitivité face aux Etats-Unis et à la Chine ? Que faut-il faire ?

Prenons l'exemple de l'Allemagne. La croissance de la productivité a été faible. La démographie et la numérisation sont des problèmes. Dans ce dernier domaine, par exemple, il y a

un risque de prendre du retard. Le cloud en est un exemple. Nous n'avons pas de cloud européen. L'euro numérique pourrait être l'occasion de créer le premier cloud véritablement européen. Alors oui, nous sommes en concurrence avec les Etats-Unis et la Chine, et nous devons accélérer le rythme. Malheureusement, je ne suis pas sûr que tous les membres de l'Union européenne ressentent une pression suffisante pour mettre le pied au plancher.

## Y a-t-il trop d'autosatisfaction en Europe ?

Nous sommes aujourd'hui à un point de bascule. Comment l'écono-

mie européenne va-t-elle évoluer au cours des prochaines années ? Nous pensons que le monde tourne autour de nous, mais ce n'est pas le cas. Considérons le potentiel de croissance dans d'autres régions du monde – l'Inde, par exemple : 1,4 milliard d'habitants, un taux de croissance proche de 8 % et une roupie numérique. L'Inde s'est lancée dans de nombreuses innovations numériques au cours des dernières années. Nous devrions nous en inspirer. Je pense que l'Europe a un potentiel énorme. La diversité de nos idées, de nos origines et de nos points de vue est une véritable force. Elle nous aide à trouver de nouvelles solutions. ■

## annonces judiciaires & légales

### COMMUNE DE BUTRY-SUR-OISE

#### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

#### REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

**Du lundi 3 juin au vendredi 5 juillet 2024**

Par arrêté n°2024\_AG\_005 du 16 mai 2024

Le Maire de Butry-sur-Oise a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) indispensable pour développer un projet de territoire répondant aux besoins de la population et aux évolutions des politiques sectorielles locales et nationales (aménagement, logements, déplacements, espaces naturels et agricoles, lutte contre le changement climatique et les inondations, maîtrise de la consommation énergétique...).

À cet effet, Madame Anaïs SOKIL a été désignée en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Etienne LEGER en qualité de commissaire enquêteur suppléant par le Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE.

L'évaluation environnementale du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), son résumé non technique ainsi que les avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE), des personnes publiques associées et consultées seront consultables en Mairie dans les mêmes conditions que les autres pièces constitutives du dossier de révision de PLU.

L'enquête se déroulera en Mairie de Butry-sur-Oise du **lundi 3 juin au vendredi 5 juillet 2024** aux jours et horaires habituels d'ouverture soit le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 et le mercredi et samedi de 9h00 à 12h00.

Le commissaire enquêteur recevra le public en Mairie de Butry-sur-Oise aux dates et heures suivantes :

- **Lundi 3 juin 2024, de 14h30 à 17h30**
- **Mercredi 12 juin 2024, de 9h à 12h**
- **Jeudi 20 juin 2024, de 13h30 à 16h30**
- **Samedi 29 juin 2024, de 9h à 12h**
- **Vendredi 5 juillet 2024, de 14h30 à 17h30**

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites au commissaire enquêteur :

- sur le registre papier à feuillets non mobiles ouvert à cet effet à la mairie de Butry-sur-Oise
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir la Mairie de Butry-sur-Oise à l'adresse suivante:

#### MAIRIE

Madame le commissaire enquêteur  
Projet de révision du PLU de Butry-sur-Oise  
Place Pierre Blanchard  
95430 Butry-sur-Oise

Enfin, les observations et propositions du public pourront être également déposées par courrier électronique à l'adresse suivante : [enquete@publiqueplu@villebutrysuraise.fr](mailto:enquete@publiqueplu@villebutrysuraise.fr). Ces observations seront consultables et communicables en Mairie de Butry-sur-Oise, aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Elles seront également accessibles, au fur et à mesure de leur mise à disposition, sur le site internet [www.butry.fr](http://www.butry.fr) pendant toute la durée de l'enquête.

Le rapport du commissaire enquêteur, réalisé conformément aux dispositions des articles L.123-15 et R.123-19 du Code de l'Environnement, et ses conclusions pourront être consultés pendant un an en Mairie à l'issue de l'enquête sur le site internet de la commune de Butry-sur-Oise : [www.butry.fr](http://www.butry.fr)

Le Maire,  
Claude Noël

EP 24-324 / [contact@publilegal.fr](mailto:contact@publilegal.fr)

La ligne de référence est de 40 signes  
en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.

Les départements habilités sont 75,78, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.